



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service eau, risques et nature

Affaire suivie par : Unité risques
Téléphone : 04 34 46 62 10
Mél : ddtm-sern-prnt@herault.gouv.fr

Montpellier, le 02 mars 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2021-03-11771

portant abrogation partielle du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de MARSEILLAN

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-8 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels ;

VU le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de MARSEILLAN approuvé le 25 janvier 2012 ;

Considérant la demande de la SAS CAMPING LES SIRENES en date du 18 décembre 2015 sollicitant le Préfet de l'Hérault pour abroger partiellement l'arrêté du 25 janvier 2012 portant approbation du PPRI de MARSEILLAN en tant qu'il classe en zone rouge de déferlement RD une partie de la parcelle cadastrée DM6 dont elle est propriétaire ;

Considérant la décision implicite du préfet de l'Hérault du 24 février 2016 rejetant cette demande d'abrogation partielle ;

Considérant le jugement définitif du tribunal administratif de Montpellier en date du 28 novembre 2017, qui annule la décision implicite de rejet du 24 février 2016 et enjoint au Préfet de « procéder à l'abrogation de l'arrêté [du 25 janvier 2012 approuvant le PPRI de Marseille] en tant qu'il classe partiellement la propriété de la société requérante en zone rouge RD inconstructible » ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de MARSEILLAN est partiellement abrogé en tant qu'il classe en zone rouge de déferlement RD une partie de la parcelle cadastrée DM6, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Toutes les autres dispositions du PPRI sont inchangées.

ARTICLE 2. Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans l'Hérault, et une mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois en mairie de MARSEILLAN ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau. L'accomplissement de cette formalité sera justifié au moyen de certificats établis respectivement par monsieur le Maire et monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau .

ARTICLE 3. Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 2 :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Hérault,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre en charge de l'environnement (Hôtel de Roquelaure - 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris).

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme du délai de deux mois vaut rejet implicite du recours).

En l'absence de recours gracieux ou hiérarchique, le présent arrêté peut directement faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 2, auprès du tribunal administratif de Montpellier (8 rue Pitot - 34063 Montpellier cedex).

ARTICLE 4. Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le maire de MARSEILLAN et le président de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,



Jacques WITKOWSKI

